

# Changement Climatique

## Kyoto: une opportunité pour les entreprises françaises et chinoises

Par **Sophie Hagege** et **Françoise Labrousse**,  
Avocats, Cabinet Jones Day



La menace pesant sur l'environnement, et en particulier le changement climatique est source d'inquiétude pour l'opinion publique. Les mécanismes de projet du Protocole de Kyoto, qui mettent en place une responsabilité sociale de l'entreprise, lui donne désormais les moyens de contribuer à la protection de l'environnement. Tour d'horizon de l'actualité dans ce domaine.

**S**elon l'avis général, la Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique<sup>1</sup>, qui s'est achevée à Montréal le 10 décembre 2005, a été un succès. Celle-ci a finalement abouti à l'engagement des Etats-Unis de poursuivre les négociations sur le changement climatique et à un accord sur l'extension du Protocole de Kyoto après 2012, à la fin de la première période d'engagement débutant en 2008. Le renforcement des Mécanismes de Projet du Protocole

de Kyoto est également considéré comme l'une des principales réussites de cette Conférence. Ces mécanismes offrent aux pays industrialisés, la possibilité de compenser une partie de leurs émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) en investissant dans des dispositifs visant à réduire les émissions de GES dans des pays en voie de développement. Ils doivent ainsi permettre aux pays sur lesquels pèsent des obligations contraignantes au titre du Protocole de Kyoto de limiter le coût économique

de la lutte contre le changement climatique tout en permettant aux pays en développement de bénéficier d'une aide technique ou d'investissements.

Le Protocole de Kyoto, adopté en 1997 et entré en vigueur le 16 février 2005, a fixé des objectifs chiffrés juridiquement contraignants de réduction des émissions de GES aux pays industrialisés qui l'ont ratifié, afin d'aboutir à une réduction globale de 5,2% d'ici 2012 par rapport aux niveaux de 1990. Les pays de l'Union



Européenne se sont engagés à remplir conjointement un objectif global de réduction de 8 % de l'ensemble de leurs émissions. Chacun des Etats Membres s'est vu fixer un objectif précis de réduction de ses émissions de GES en fonction de sa situation particulière.

### **L'investissement des entreprises françaises à l'étranger**

La France, émettant peu de gaz à effet de serre, notamment en raison d'un large recours aux énergies nucléaires et hydrauliques, s'est vue assigner un simple objectif de stabilisation de ses émissions. Pour atteindre cet objectif, elle s'est dotée, par Ordonnance du 15 avril 2004, d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (articles L. 229-1 et suivants du Code de l'environnement). La loi n°2005-1319 du 26 octobre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire de l'environnement a transposé la directive 2004/101/CE, dite "Linking Directive" du 27 octobre 2004 offrant désormais aux entreprises françaises la possibilité d'avoir recours aux Mécanismes de Projet du Protocole de Kyoto. Ainsi, les nouveaux articles L. 229-20 et suivants du Code de l'environnement permettent aux entreprises assujetties de s'acquitter d'une partie de leurs obligations de restitution d'un nombre de quotas égal à leurs émissions de GES, en investissant dans des projets à l'étranger entraînant une réduction des GES à l'étranger. Grâce à ces projets, les investisseurs pourront être "crédités" d'un certain montant de tonnes d'équivalent CO2 correspondant aux émissions évitées. Deux possibilités sont offertes aux entreprises :

- la mise en œuvre conjointe (MOC) qui permet à des entreprises de pays industrialisés de financer des projets de réduction d'émissions de GES dans d'autres pays industrialisés ayant ratifié le Protocole de Kyoto,

en contrepartie de l'attribution de crédits d'émission dénommés Unités de Réduction des Emissions (URE). Les URE ne pourront être utilisées sur le marché d'échange de quotas d'émission qu'à compter de 2008.

- le mécanisme de développement propre (MDP) qui permet à des entreprises des pays industrialisés de financer des projets de réduction des émissions de CO2 dans les pays en développement (Inde, Chili, Brésil, etc.) n'ayant pas d'objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre en vertu du Protocole de Kyoto. En contrepartie, l'investisseur recevra des crédits d'émissions certifiés, dénommés unités de réductions certifiées (URCE ou CERs) utilisables pour son compte ou cessibles sur un marché. Ces unités peuvent être utilisées dès maintenant sur le système européen d'échange de quotas d'émission. Il est à noter que le 20 octobre dernier, le comité exécutif du Mécanisme pour un Développement Propre a émis les premiers crédits d'émissions certifiés correspondant à deux projets hydro-électriques dans le Honduras.

Une fois les crédits obtenus dans le contexte de ces projets, les entreprises ou investisseurs pourront soit les utiliser pour remplir une partie de leurs obligations en France de réduction des émissions de GES, soit les conserver pour un usage ultérieur, soit les céder sur le système d'échange européen (dès maintenant) ou, à compter de 2008, sur le système d'échange international (Emission Trading Scheme, ou ETS).

### **La Chine, premier acteur anti-pollution**

De son côté, la Chine, qui a approuvé le Protocole de Kyoto le 30 août 2002, accueille la réalisation de projets MDP permettant une réduction d'émissions de GES, dans le contexte d'accords de coopération conclus avec certains pays européens. La Chine et la France ont

signé un accord de coopération le 9 octobre 2004, visant à favoriser le développement de tels projets. La Chine accueille d'ores et déjà trois projets MDP (enregistrés par le Conseil Exécutif du MDP), et trois autres projets sont en cours de validation. En outre, elle est l'un des acteurs les plus importants dans la mise en œuvre de tels projets : plus de 70% du volume des crédits générés proviennent de projets MDP de réduction des émissions de HFC-23 situés en Chine (source : Rapport Carbon 2006, Point Carbon).

Les mesures adoptées lors de la Conférence de Montréal devraient ainsi favoriser le recours aux Mécanismes de Projet et plus particulièrement au MDP. Les méthodes de mise en œuvre de ce type de projets ont été précisées et simplifiées. Les modalités de fonctionnement du Conseil Exécutif chargé du suivi des MDP ont été définies, et les pays développés se sont engagés à financer le fonctionnement du Conseil Exécutif du MDP avec plus de 13 millions de dollars américains pour les années 2006-2007. L'ensemble de ces mesures devraient renforcer le vif intérêt que les Mécanismes de Projet ont suscité, de la part des industriels tout d'abord, qui achètent des crédits d'émission pour leur propre compte ou qui investissent dans les pays en développement pour générer des crédits qu'ils utilisent ou revendent sur les marchés, et de la part des organismes financiers également, qui prévoient une forte demande de crédits dans les années à venir. Les projets MDP se développent rapidement et il y aurait actuellement près de 700 projets en instance d'enregistrement auprès des autorités au niveau local. La France et la Chine devraient confirmer leur intérêt pour ces projets. ■

<sup>1</sup> Il s'agissait de la 11ème Conférence des Parties (COP 11) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), et de la première Réunion des Parties au Protocole de Kyoto depuis l'entrée en vigueur de ce dernier en février 2005 (COPMOP1).